

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

Nîmes, le 30/10/2024

## Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur 

**COMMUNAUTE AGGLO NIMES METROPOLE**

CHEMIN DE CALVISSON

30820 Caveirac

Références : 2024-  
Code AIOT : 0006601765

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement COMMUNAUTE AGGLO NIMES METROPOLE implanté CHEMIN DE CALVISSON PARCELLE AI37 30820 Caveirac.

La visite est réalisée pour vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-070 du 21 décembre 2023 et de la lettre préfectorale de suites du 16 novembre 2023.

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE AGGLO NIMES METROPOLE
- CHEMIN DE CALVISSON PARCELLE AI37 30820 Caveirac
- Code AIOT : 0006601765    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La déchetterie de Caveirac a été construite en 1995. Elle est localisée au lieu-dit Le Lacan, à l'extrémité Sud-Ouest du territoire de Caveirac en limite communale avec Langlade, sur la parcelle n°37 de la section AI.

Les premières habitations se situent à environ 680 mètres du site.

Elle collecte les déchets des particuliers et des professionnels et effectue des opérations de broyage des déchets verts collectés.

L'autorisation d'exploiter le site a été initialement délivrée au Syndicat Intercommunal à Vocation Unique de la valorisation des déchets de la Vaunage par l'arrêté préfectoral n°02.080N du 19 juin 2002. Le récépissé de sa déclaration de changement d'exploitant a été délivré à la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole (CANIM) pour la reprise de l'exploitation la déchetterie, et le récépissé de déclaration d'antériorité n°13.120N, pour son exploitation sous le régime de l'autorisation sous les rubriques 2710-1a, 2710-2a et 2791-1 de la nomenclature des ICPE.

L'arrêté préfectoral n°17.013N a été délivré à la CANIM, suite à sa demande présentée en date du 4 août 2016, de modifier la déchetterie déjà autorisée de Caveirac en vue de l'optimiser et de la mettre aux normes.

Le dossier du 8 août 2016 susmentionné prévoit notamment la mise en place d'un nouveau bassin de rétention de 970 m<sup>3</sup>, dimensionné pour compenser les nouvelles surfaces imperméabilisées du site suite à son extension et disposant d'un volume mort étanche de 250 m<sup>3</sup> afin de contenir une éventuelle pollution accidentelle.

Par ailleurs, l'étude de danger annexée à ce dossier prévoit la mise en place d'un mur REI 120 de 3 mètres de hauteur au nord, est et sud de la zone de stockage/broyage des déchets verts, afin de ramener les flux à 5 kW/m<sup>2</sup> dans l'enceinte du site et de n'avoir aucun flux thermique sur l'espace pédagogique destiné à accueillir du public.

Les déchets admis sur la déchetterie sont:

- les déblais/gravas
- plâtre/plaque de plâtre
- métaux
- bois
- encombrants non incinérables
- cartons
- encombrants incinérables
- mobiliers
- déchets difus spécifiques
- DEEE
- huiles usagées
- batteries
- piles et accumulateurs
- cartouches encre
- déchets verts
- papiers
- pneus
- amiante lié à des matériaux inertes
- bouteilles de gaz et extincteurs
- verre
- textile
- polystyrène expansé.

#### **Attributs de l'inspection :**

Contexte de l'inspection (*Récolement, Suite à mise en demeure*)

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement aux prescriptions de l'APMD n°2023-070 du 21 décembre 2023
- Récolement aux prescriptions de la lettre préfectorale de suites du 16 novembre 2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux

enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
----	-------------------	-------------------------	---	--	-----------------------

2	Conformité	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 1.3.1.	Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
3	Registre des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.2.6.	Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 9.2.4.	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions d'aménagement de la plate-forme de stockage et broyage d...	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.3.	Lettre de suite préfectorale	


### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater notamment que le mur protégeant la plateforme de stockage et de broyage des déchets verts n'a pas été conforté de façon à respecter une résistance au feu REI120, que l'étanchéité du bassin prévu pour le confinement des eaux d'extinction et des rejets accidentels n'a pas encore été démontrée, et qu'aucun registre des déchets sortants de la déchetterie n'est consultable depuis le site, ce qui ne permet pas de répondre à la date de la visite aux prescriptions de la mise en demeure du 21 décembre 2023.


L'exploitant met en œuvre un plan d'action qui doit permettre de mettre rapidement ces points en conformité. Il a ainsi transmis des justificatifs démontrant en partie le respect des prescriptions de la mise en demeure suscitée. A la réception des derniers éléments demandés, celle-ci sera alors levée formellement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions d'aménagement de la plate-forme de stockage et broyage d...


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Conditions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 11/10/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 05/12/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les déchets verts sont entreposés et broyés sur une dalle étanche dont les eaux pluviales sont drainées et dirigées vers le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>La zone dédiée au stockage des déchets verts en attente de broyage répond aux caractéristiques suivantes : hauteur maximale : 2 mètres, surface maximale : 2290 m².</p> <p>La durée moyenne de stockage des déchets verts avant broyage ne dépasse pas un mois. Les déchets verts broyés sont évacués dans les 48 heures suivant l'opération de broyage.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté la présence de 2 petits tas de déchets verts d'une dizaine de m3 chacun stockés sur la zone de stockage de la plateforme, l'un constitué de déchets verts broyés et l'autre de déchets en attente de broyage.</p> <p>La hauteur de ces tas ne dépassait pas 2 mètres.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 2 : Conformité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 1.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Conformité au dossier de demande et au PAC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 11/10/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 23/06/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a été fait les constats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les panneaux de béton ceinturant la plateforme de stockage et de broyage des déchets verts ne sont pas jointés et présentent des espaces interstitiels de quelques cm, ce qui ne respecte pas les caractéristiques REI 120 prévus dans le dossier de demande;</li><li>• le bassin de 250 m<sup>3</sup>, mis en place pour assurer le confinement des eaux d'extinction et des rejets pollués accidentels, n'est pas étanché par une membrane géotextile comme prévu dans le dossier de demande. La végétation, notamment arborée, qui poussait dans le fond de ce bassin et ses bordures a été retirée, mais pas les souches et racines des arbustes qui sont susceptibles de jouer un rôle de drain permettant aux eaux contenues dans le bassin de s'infiltrer dans le sol.</li></ul> <p>Par courrier du 22/04/2024, l'exploitant avait indiqué qu'une solution pour étancher le mur de la plateforme des déchets verts était à l'étude, et que l'imperméabilité du bassin de rétention était assurée par le revêtement naturellement argileux du sol en place.</p> <p>Par courriel du 29/10/2024, l'exploitant a transmis un rapport d'étude de sol réalisée à partir de tests de perméabilité du bassin de rétention que la société ASH - géotechnicien a effectués le 28/10/2024. Les résultats de ces essais mettent en évidence une perméabilité de 2,77E-7 m/s caractéristique d'un sol très peu perméable. Cette solution de couverture argileuse du fond de bassin pourra être considérée comme acceptable, à condition d'être complétée de propositions de mesures complémentaires garantissant l'absence d'infiltration des eaux polluées contenues dans le bassin dans le sous-sol et les eaux souterraines à travers la couche d'argile.</p> <p>Concernant l'avancement de la mise en conformité des murs entourant la plateforme des déchets verts, il s'est engagé à réaliser ces travaux sous 1 mois.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmettra sous 1 mois l'ordre de service signé pour la mise en œuvre des travaux de calfeutrement du mur entourant la plateforme des déchets verts, ainsi que des propositions de mesures complémentaires permettant de garantir l'absence d'infiltration d'eaux polluées dans le sous-sol et les eaux souterraines.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois


### N° 3 : Registre des déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.2.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Traçabilité des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 11/10/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 23/02/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition ;</li><li>- le nom et l'adresse du destinataire ;</li><li>- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li><li>- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li><li>- l'identité du transporteur ;</li><li>- le numéro d'immatriculation du véhicule.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Par mail du 13/09/2024, l'exploitant avait déclaré qu'un registre actualisé mensuellement serait mis en place informatiquement au sein des locaux et pourrait être transmis sur demande à tout moment.</p> <p>Toutefois aucun registre de traçabilité des déchets sortants du site n'a pu être présenté à l'inspection lors de la visite.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'arrêté du 29 février 2012 susvisé ayant été abrogé depuis le 1er janvier 2022, le registre des déchets sortants établi et tenu à jour devra contenir les informations requises à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, applicable aux établissements produisant ou expédiant des déchets depuis le 1er janvier 2022.</p> <p>Ce registre sera mis en place sous 1 mois.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois



#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 9.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Stratégie de défense contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 11/10/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;</li><li>• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du bassin de stockage (250 m<sup>3</sup>) ;</li><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques (en particulier à proximité du local de stockage des déchets dangereux), à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li></ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il est constaté la présence sur le site d'un plan actualisé des aménagements de la déchetterie avec une description des dangers pour chaque local et la localisation des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.</p> <p>Par courrier du 22/04/2024, l'exploitant a transmis le compte-rendu de vérification des poteaux d'incendie de la déchetterie réalisés le 01/06/2023. Toutefois, ce rapport indique que le débit délivré par le poteau d'incendie à l'entrée du site est insuffisant (54,6 m<sup>3</sup>/h &lt; 60 m<sup>3</sup>/h).</p> <p>Par courriel du 13/09/2024, l'exploitant a informé l'inspection qu'il s'agissait ici d'une problématique d'adduction en eau du poteau et qu'il a sollicité sa Direction de l'Eau qui tentera de trouver une solution avant la fin de l'année. A défaut de solution technique à court terme, une bache incendie sera mise en place au niveau de la plateforme.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmettra sous 2 mois un justificatif de la mise en place d'un appareil d'incendie ou d'une réserve d'eau répondant aux exigences de l'article 9.2.4. de l'AP du 26/01/2017 susvisé en matière de débit (poteau d'incendie) ou de</p>

volume (réserve d'eau) disponible.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

### N° 1 Conditions d'aménagement de la plate-forme de stockage et broyage d...



20241009\_105256